Défendre le droit à l'information et à l'éducation à la sexualité pour toutes et tous : c'est maintenant !

Une pétition lancée par le Planning Familial

jeudi 1er mars 2012

En 2012, L'Etat "a perdu" 500 000 € affectés au financement des Etablissements d'Information, de Conseil Conjugal et Familial (EICCF) : 20% de la ligne budgétaire promise, prévue et votée dans la loi de finances pour 2012 ont disparu. Cela compromet de fait l'accès à l'information et à l'éducation à la sexualité pour toutes et tous

Pour autant, rapports après rapports, il est rappelé l'importance de cette mission d'information que l'Etat considère depuis 45 ans comme relevant de sa responsabilité (art1, loi créant le Conseil supérieur de l'information sexuelle).

Déjà sous financés, l'accueil, l'information et l'orientation sur les questions concernant la sexualité, la contraception, la vie relationnelle seront demain réduits à la portion congrue ! Pas plus aujourd'hui qu'en 2009, Le Planning Familial, mouvement féministe et d'éducation populaire, n'acceptera la mise en danger de l'information sur les droits sexuels et reproductifs par un tour de passe passe dans le budget de l'Etat.

L'évolution de la société et les changements de mentalités passent par la possibilité de chacune et de chacun à se construire à travers une approche globale et positive de la sexualité, pour peu qu'on lui en donne les moyens : l'information et l'éducation en font partie.

Le Planning Familial appelle à signer et faire cette pétition pour :

- Contribuer à construire une société égalitaire entre les femmes et les hommes
- Prévenir les grossesses non souhaitées et les IST dont le VIH
- Lutter contre les violences faites aux femmes
- Contribuer à faire des jeunes d'aujourd'hui les adultes responsables de demain

---

Retrouvez plus d'infos et signez la pétition sur le Site du planning Familial

Copyright © Site de l'Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article1796